

DP

DOMAINE
PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse
Depuis 1963, un point de vue de gauche, réformiste et indépendant
En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

1943

Edition PDF du 13 février 2012
Les articles mis en ligne depuis DP 1942 du 6 février 2012

Dans ce numéro

Suisse – Union européenne: en finir avec la politique de l'autruche (Lucien Erard)

Un tour d'horizon des problèmes qui vont se poser

Arrêté Bonny: le canton de Vaud monomaniac (Albert Tille)

Aide fiscale aux entreprises: un rapport révélateur du Contrôle fédéral des finances

La saga de la «Basler Zeitung» (Jean-Pierre Ghelfi)

Presse: la droite nationaliste entre mensonges, demi-vérités et écrans de fumée

A Zoug ça pue le gaz (Federico Franchini)

La pieuvre Gazprom et ses tentacules suisses

Réussite scolaire en 66 langues (Ursula Nordmann)

La leçon enthousiasmante de l'autonomie pédagogique d'une école anglaise

Suisse – Union européenne: en finir avec la politique de l'autruche

Lucien Erard • 7 février 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19713>

Un tour d'horizon des problèmes qui vont se poser

Etonnant que l'on puisse encore croire qu'il est possible de vivre indépendant et surtout de décider seul, souverainement, du fonctionnement de notre économie et de nos institutions alors que nous sommes à ce point intégrés à l'économie européenne et mondiale.

Cet aveuglement ne serait cependant pas si grave si nous n'attendions pas d'avoir le couteau sur la gorge pour céder aux exigences, d'ailleurs souvent légitimes, de nos partenaires.

Il ne fallait pas beaucoup d'imagination pour savoir ce que les Etats-Unis allaient exiger de nous en matière fiscale. A avoir trop attendu, nous cédon's aujourd'hui en pleine panique et les amendes, voire la prison qui attendent nos clients trop confiants dans notre secret bancaire détruiront pour longtemps la réputation de notre place financière.

Il serait plus que temps d'en tirer les conséquences pour le futur de nos relations avec l'Union européenne, qu'il s'agisse de fiscalité mais aussi

des bilatérales où le Conseil fédéral croit pouvoir rester sourd à la volonté de l'Union de régulariser des relations jusqu'ici privilégiées. Certes, nous avons su faire patienter Bruxelles depuis la déclaration de Delors, fin des années quatre-vingt, affirmant que nous ne pouvions plus continuer de profiter des avantages de l'Union sans en supporter les conséquences. Le fait que ce soit le peuple qui ait rejeté l'accord sur l'Espace économique européen (EEE) a rencontré une certaine compréhension de nos voisins respectueux de notre démocratie.

L'espoir de continuer à gagner du temps risque cependant de nous perdre. Nous savons qu'une négociation bilatérale avec l'Union européenne est purement formelle et revient à reprendre le droit communautaire. Car comment exiger qu'une décision prise à 27, souvent à la majorité, soit modifiée pour nous, ou, pire encore, que des exceptions soient faites pour nous alors qu'elles ont été refusées aux pays membres. Mais il s'agit maintenant de régler la reprise par la Suisse des modifications, fréquentes, de ce droit européen ainsi que de l'interprétation,

obligatoire, de la Cour européenne.

Deux voies sont possibles: continuer comme aujourd'hui d'adapter notre droit, de façon soi-disant autonome ou en faisant semblant de le négocier; ou trouver, comme dans l'EEE, une institution *ad hoc* où discuter ces changements. La seconde voie serait probablement acceptable pour Bruxelles à condition de rester un instrument purement alibi. Le Conseil fédéral, comme les cantons et les partis politiques voient à cette reprise automatique du droit communautaire une atteinte inacceptable à une souveraineté qui pourtant n'existe plus, et ne peut exister lorsqu'il faut régler des relations entre Etats aussi étroites et enchevêtrées.

Ici le risque de crise est très clair: le seul refus de l'Union de continuer à négocier peut nous coûter très cher. La dénonciation de tout ou partie des bilatérales plus encore.

En matière de fiscalité, le droit communautaire est en pleine évolution et nous souffrons de ne pas siéger à Bruxelles, avec le droit de veto dont disposent les Etats membres. Sur la fiscalité de l'épargne, les accords avec

l'Allemagne et la Grande-Bretagne (Rubik), qui ne touchent plus seulement les intérêts mais également l'origine du capital, constituent une alternative peut-être acceptable à l'échange automatique d'information. Rubik, avec un taux d'imposition qu'on ajusterait à celui de la directive 2003/48/CE³⁷ en matière de fiscalité de l'épargne (35%), offre en effet l'avantage d'une solution immédiate et de versements substantiels, sans exclusion, à terme, l'échange automatique d'informations que continuera d'exiger la Commission et qui est inapplicable sans la Suisse. Les risques pour nous sont que l'Europe suive l'exemple des Etats-Unis, comme le réclame³⁸ la présidence danoise de l'Union. La seule inscription sur une liste noire serait déjà catastrophique pour notre place financière.

Il est plus difficile de prévoir les réactions des pays membres à notre refus d'entrer en matière sur le code de conduite sur la fiscalité des entreprises (DP 1873³⁹) et de renoncer aux avantages fiscaux accordés aux entreprises étrangères. L'exigence est simple: leur appliquer les mêmes conditions et les mêmes taux d'imposition qu'aux entreprises suisses. Cela concerne notamment les holdings et les sociétés de domicile, mais également les réductions d'impôts sur les bénéfiques qu'accordent de nombreux cantons pour attirer de nouvelles entreprises. Ces avantages fiscaux sont considérés – et sont – des subventions publiques à des entreprises et à ce titre contraires au Traité⁴⁰.

Vu l'état de leurs finances publiques, il est plus que probable que les pays

européens envisagent d'autres mesures, par exemple en imposant eux-mêmes tout ou partie des bénéfiques des entreprises ayant leur siège chez nous. On comprend l'embarras du Conseil fédéral qui va être amené à forcer les cantons à modifier leur fiscalité. Qu'attend-il pour proposer une révision de la loi sur l'harmonisation fiscale? Il pourrait en profiter pour mettre en même temps un terme à une concurrence fiscale ruineuse en harmonisant les taux d'impôt sur les bénéfiques des entreprises. Indépendamment de ce problème de politique fiscale interne, reste en effet ouverte la question de savoir si les différences d'imposition entre cantons seraient, comme cela semble pouvoir être le cas, conformes au code de conduite européen et sa jurisprudence.

Arrêté Bonny: le canton de Vaud monomaniaque

Albert Tille • 12 février 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19748>

Aide fiscale aux entreprises: un rapport révélateur du Contrôle fédéral des finances

Le canton de Vaud a très largement usé, voire abusé, de l'octroi d'allègements fiscaux permis par l'arrêté Bonny en faveur des régions en redéveloppement économique. A elles seules,

les largesses vaudoises représentent la moitié (48%) des abattements consentis dans l'ensemble de la Suisse. Et pourtant, le canton ne représente que 10,5% du revenu national. Il y a comme un défaut!

C'est ce que relève le Contrôle fédéral des finances² (CDF) qui a

examiné les résultats de 2007, ultime année où il était possible d'octroyer de nouveaux rabais. L'arrêté Bonny est aboli mais les exonérations déjà accordées pour cinq ans et renouvelables pour un second lustre restent valables.

La stratégie des allègements

fiscaux pour attirer des entreprises a pour origine la grave crise horlogère des années 70. L'emploi de la branche s'effondre³ de 90'000 à 30'000 personnes. Pour permettre de compenser cette hémorragie, Jean-Pierre Bonny, alors directeur de l'OFIAMT (aujourd'hui seco), propose un allègement ou une exonération de l'impôt fédéral direct dans les «*régions dont l'économie est menacée*». L'arrêté Bonny est validé en octobre 1978 par les Chambres fédérales. Il contribue au redressement économique de l'Arc jurassien sinistré.

La réussite de 1978 incite à renouveler l'exercice après la récession du début des années 90. En 1995, un second arrêté Bonny – conseiller national de 1983 à 1999 – permet le même type d'allègements en faveur des «*zones économiques en redéploiement*». Mais la répartition géographique change profondément. La carte des bénéficiaires est essentiellement latine. On y retrouve l'Arc jurassien, la moitié de Fribourg, tout le Valais mais aussi la majeure partie du canton de Vaud jusqu'au bord du Léman, à l'exception de l'est lausannois et du district de Nyon. Vaud a

pu s'intégrer dans la zone notamment à cause du piteux état de ses finances et d'un taux de chômage de 7% contre 4,2% en moyenne nationale.

Le deuxième arrêté Bonny met toute une série de conditions à l'octroi des allègements fiscaux. L'entreprise bénéficiaire doit être industrielle ou offrir des services proches de la production. Elle doit créer des emplois. Son activité doit être novatrice et contribuer à la diversification structurelle de la région.

Dans son rapport, le CDF constate que le canton de Vaud a interprété ces conditions de manière élastique. La promotion économique vaudoise voulait faire du chiffre. Le seco, chargé de contrôler la pratique des cantons, a été mal voyant. Des sièges de multinationales (novatrices?) ont pu obtenir des exonérations totales. Le bénéfice pour la région pose débat. Au titre de l'emploi, le CDF constate qu'il n'y a que 20% d'engagés locaux, la grande majorité des engagés viennent de l'étranger. Sans compter les répercussions sur le marché du logement, les infrastructures régionales et sur l'aménagement du

territoire, autant d'aspects que le CDF avoue ne pas avoir analysés.

Vaud a habilement appliqué l'arrêté Bonny. Chapeau pour la performance acrobatique. Il a ajouté à la réduction de l'impôt fédéral direct permis par l'arrêté une fiscalité cantonale attractive pour les nouveaux venus. Sa conception monomaniaque du développement économique par le racolage systématique des firmes étrangères a permis d'obtenir d'indéniables succès, mais a aussi montré ses limites.

A l'actif, le produit intérieur brut vaudois a progressé l'an passé de 2,1% contre 1,9% dans l'ensemble de la Suisse. L'Etat a épongé toutes ses dettes. Au passif, et corollaire de la rigueur financière, les investissements publics sont en retard. Au taux de 5,5%, le chômage vaudois reste supérieur à la moyenne nationale (2,1%). La pénurie de logements, spécialement dans l'arc lémanique, fait grimper les loyers. Les moyens de transport sont engorgés. Et son image d'un canton profiteur de la concurrence fiscale n'arrange rien.

Un réajustement politique s'impose. Retour au juste milieu cher aux Vaudois?

La saga de la «Basler Zeitung»

Jean-Pierre Ghelfi • 10 février 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19729>

Presse: la droite nationaliste entre mensonges, demi-vérités et écrans de fumée

Peu avant Noël, le financier tessinois Tito Tettamanti a racheté, pour la deuxième fois en moins de deux ans, la *Basler Zeitung* (*BaZ*), en reprenant les actions de la fille cadette de Christoph Blocher, Rahel. De nombreux articles ont été publiés à ce sujet dans la presse alémanique. Peu de choses en revanche ont paru dans les médias romands.

L'histoire est pourtant édifiante. Autant par les personnages qui occupent le devant de la scène que par la manière dont des gens très fortunés (Blocher, Tettamanti, Ospel et quelques autres) se préoccupent de la diversité de la presse helvétique.

Tito Tettamanti est arrivé à la tête de la *BaZ* en 2010 en installant de suite un nouveau rédacteur en chef, Edwin Somm, auteur d'une biographie autorisée de Christoph B., qui œuvrait jusque-là à la *Weltwoche*, hebdomadaire officieux de l'UDC. Auparavant, la *Weltwoche* faisait partie du groupe de presse Jean Frey, racheté déjà par Tito Tettamanti, qui avait installé à sa tête le conseiller national zurichois Filippo

Leutenegger, radical tendance UDC. Leutenegger s'était fait un nom en lançant et animant *Arena*, l'émission politique du vendredi soir de la télévision alémanique.

Les journaux du groupe Jean Frey (notamment *Beobachter* et *Bilanz*) ont été vendus au groupe de presse allemand Springer, alors que la *Weltwoche* était cédée, à des conditions jamais révélées, à celui qui en est devenu l'éditeur et rédacteur en chef, Roger Köppel.

Qui était derrière Moritz Suter?

L'arrivée du duo Tettamanti-Somm à la tête de la *BaZ* n'a pas été appréciée dans la région bâloise, dont les références ne sont pas trop tessino-zurichoises, et les affinités plutôt de centre-gauche qu'UDC. Pour ne rien arranger, quelques mois plus tard, Tettamanti révélait qu'un mandat d'expertise de la holding qui coiffe le journal et l'imprimerie avait été confié à la société Robinvest, propriété de Christoph et Rahel Blocher.

La *bronca* bâloise qui en découla conduisit Tettamanti, en novembre 2010, à annoncer qu'il avait résilié le mandat de Robinvest et cédé la holding à un Bâlois pur sucre, Moritz Suter, fondateur de la société

d'aviation Crossair et très éphémère président de Swissair peu avant la débâcle de cette dernière.

La question a immédiatement surgi. Qui était derrière cette acquisition? Moritz Suter n'est certainement pas à plaindre mais il ne possède pas les dizaines de millions de francs nécessaires pour financer un tel achat (ou pour fournir des garanties suffisantes en vue d'obtenir un prêt bancaire). Il a pourtant prétendu qu'il avait déboursé un million de francs et qu'il était désormais seul maître à bord. Les médias alémaniques qui suivaient l'affaire ont eu de la peine à le croire. L'hypothèse était d'autant moins crédible qu'Edwin Somm était confirmé comme rédacteur en chef.

La situation est restée en l'état jusqu'à la mi-décembre 2011. En fait, jusqu'à l'envoi d'un courriel de Suter aux membres de la rédaction du journal dans lequel il expliquait qu'il avait dû céder les actions de l'entreprise à Rahel Blocher, conformément à une disposition (*call option*) figurant dans un contrat qui le liait à Robinvest et qui lui avait permis de racheter le capital-actions pour la somme d'un million de francs. La sortie de Moritz Suter signalait aussi l'échec de

sa tentative de lever dans la région bâloise les fonds suffisants pour racheter le contrat à Robinvest et changer de rédacteur en chef.

Dans la foulée, on apprenait que l'intermédiaire qui s'était porté garant d'un prêt de 70 millions de francs accordé au groupe *BaZ* par un consortium bancaire (UBS, Credit Suisse, Banque cantonale de Bâle et sa filiale Banque Coop) était Marcel Ospel, l'ancien dirigeant d'UBS, auquel on doit la quasi-faillite spectaculaire de la première banque du pays. L'occasion de rappeler qu'Ospel avait vigoureusement fait campagne en 2003 pour l'élection de Blocher (et aussi par la suite de Hans-Rudolf Merz) au Conseil fédéral. Et que Blocher avait été l'invité d'honneur d'Ospel lors du mariage de ce dernier il y a quelques années.

«Pas lié, ni directement, ni indirectement»

Le départ de Moritz Suter de la *BaZ* a tardivement permis d'établir la transparence tant demandée quant aux vrais détenteurs du quotidien bâlois. Mais plus encore que la transparence, c'est le jeu trouble et mensonger de Christoph Blocher qui est apparu au grand jour à cette occasion. Et Tito Tettamanti n'a pas été en reste dans cette affaire. Ce n'est pas à Suter qu'il a vendu la *BaZ*, comme il l'a annoncé, mais à Robinvest. Le mandat de cette dernière a été si bien rompu, comme il l'avait

indiqué, que Robinvest est devenu propriétaire de facto de la *BaZ*!

Quant à Blocher, c'est un plaisir de relever qu'il a constamment prétendu qu'il n'était «*pas impliqué*» dans la *BaZ* et qu'il n'y était «*pas lié financièrement, directement ou indirectement*».

En avril 2011, le journaliste Roger Schawinski lui a demandé s'il savait auprès de qui Moritz Suter avait obtenu un prêt? Blocher lui a répondu «*non, je ne le sais pas*». En novembre 2010, la *NZZ am Sonntag* avait écrit que Blocher avait pris le pouvoir à la *BaZ*; il rétorquait que c'était un mensonge. Dans *Tele Blocher* (sur internet), il s'est plaint, à la mi-décembre dernier, de faire l'objet d'une chasse à l'homme qui lui rappelait l'époque où l'on disait de ne pas acheter chez les Juifs. Tentative de victimisation que le président de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme a qualifiée de «*monstrueuse*». Et dans la même émission de *Tele Blocher*, il qualifiait de «*nord-coréennes*» les relations qui règnent dans le paysage médiatique helvétique.

La *BaZ* est peut-être un bon exemple de pratiques nord-coréennes. Après que M. Suter eut annoncé son départ, le rédacteur en chef a réuni les journalistes qui lui ont demandé s'il savait que Christoph et Rahel Blocher étaient les vrais propriétaires

du journal. Somm a prétendu ne rien savoir de tout cela. Ce qui n'a pas convaincu grand monde. Pas non plus inintéressant de savoir que la *BaZ*, qui collabore à Newsnet (la version en ligne du *Tages-Anzeiger*), a fait filtrer les informations accessibles à Bâle relatives aux rapports de propriété du quotidien bâlois. A nord-coréen, nord-coréen et demi.

De quelle indépendance parle-t-on?

La reprise de la *BaZ* par Rahel Blocher a tenu moins d'une semaine. Tito Tettamanti est réapparu le 14 décembre pour annoncer qu'il venait de fonder la holding *Medienvielfalt* (diversité de la presse) qui reprenait avec effet immédiat les actions de la *BaZ*. L'opération a pu se dérouler très rapidement, a indiqué Tettamanti, parce que Blocher s'est engagé à garantir intégralement et sans limites les pertes d'une imprimerie surdimensionnée, lourdement déficitaire, qui emploie une centaine de personnes. Le découvert cumulé tournerait autour des cent millions de francs, auxquels s'ajouteraient une trentaine de millions de francs pour assainir la caisse de pension. Un milliardaire peut sans doute se permettre des pertes potentielles aussi élevées. Mais cela signifie aussi que son influence dans la *BaZ* reste déterminante.

Le conseil d'administration

de la holding Medienviefalt est composé de Marina Masoni (présidente, radicale, ancien conseillère d'Etat tessinoise), Georges Bindschedler (avocat, membre de la société des *Schweizer Monatshefte* – mensuel du parti radical), Filippo Leutenegger, Robert Nef, président du *Liberales Instituts Zürich*) et Uli Windisch (professeur de sociologie à l'Université de Genève). Et dans le conseil d'administration de la *BaZ* : F. Leutenegger (président), Adriana Ospel-Bodmer (épouse de Marcel) et quelques autres personnes souvent présentées comme les partenaires de jass de Marcel Ospel...

S'agissant de la diversité de la presse, la holding Medienviefalt a accordé un crédit de 450'000 francs au site internet *LesObservateurs.ch* lancé par Uli Windisch. Il est bien connu en effet que le «*politiquement correct et la bien-pensance de gauche*

dominant encore largement» dans la grande presse helvétique. Nous voilà rassurés.

Une authentique famille d'oligarques

On pourrait se demander quels sont les motifs qui ont poussé Blocher à tant s'investir dans la *BaZ*? Il lui importait, a-t-il dit, que ce quotidien ne tombe ni dans le giron du groupe *NZZ* ni dans celui du *Tages-Anzeiger* afin de maintenir l'indépendance de la *BaZ* et, par extension, d'assurer la diversité de la presse en Suisse. Mais de quelle indépendance est-il question si ce journal passe sous le contrôle du premier parti politique du pays qui n'est pas autrement connu pour sa pratique du pluralisme d'opinions?

Dans toute cette histoire, fédéralisme oblige, il ne faut pas omettre de mentionner la concurrence très ancienne qui oppose Bâle et Zurich, ainsi que les aspects

émotionnels suscités dans la région bâloise par les mensonges, les demi-vérités et autres écrans de fumée lancés par la droite nationaliste zurichoise. Robinvest est zurichois; Edwin Somm continue d'habiter sur les bords de la Limmat. Filippo Leutenegger fait partie de la députation zurichoise aux Chambres fédérales. Tettamanti est certes tessinois, mais c'est depuis Zurich qu'il a fait savoir qu'il rachetait pour la deuxième fois la *BaZ*.

Christoph Blocher a souvent été comparé à Silvio Berlusconi (sans les *bonga bonga*) pour son appétit de l'argent et du pouvoir. Mais le journaliste Constantin Seibt, dans le *Tages-Anzeiger* du 13 décembre 2011, suggère une autre comparaison: «*avec les Blocher, la Suisse a une authentique famille d'oligarques: avec ses propres château, parti, sociétés, usines et journaux*».

A Zoug ça pue le gaz

Federico Franchini • 11 février 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19739>

La pieuvre Gazprom et ses tentacules suisses

Le géant gazier russe Gazprom a choisi la Suisse pour y établir certaines de ses sociétés affiliées. Zoug sert de siège tant à divers consortiums pour la

construction de gazoducs qu'à de mystérieux intermédiaires négociant le gaz de l'Asie centrale. La Confédération offre-t-elle – une fois de plus – le terrain idéal pour y bâtir des structures commerciales opaques?

Les températures polaires qui sévissent en Europe ont fait augmenter la demande de gaz. Moment que choisit le géant gazier russe Gazprom⁴ pour rappeler son importance politico-énergétique et pour faire savoir qu'il ne peut plus

accroître davantage ses livraisons. Gazprom est coutumier de telles annonces, ponctuelles comme la grippe saisonnière. On se souvient des hivers 2009 et 2006, quand la Russie avait bloqué ses livraisons gazières vers l'Ukraine et donc vers l'Europe. A la différence de certains pays du continent, la Suisse échappe largement aux dangers représentés par la stratégie de Gazprom. En effet, la Confédération a su diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique. Le gaz représente 12% de l'énergie consommée en Suisse, dont seulement un quart provient de Russie. Pour le Conseil fédéral⁵ «*le conflit gazier de 2009 – tout comme celui de 2006 – n'a eu à aucun moment une incidence directe sur la Suisse*».

Gazprom est un monstre. Responsable d'environ un tiers de la production mondiale de gaz, il contrôle également des sociétés actives notamment dans la banque, l'assurance, les médias, la production agricole. Sous le contrôle du Kremlin, Gazprom représente une véritable arme géostratégique aux mains du pouvoir russe. Il détient le monopole du système de gazoducs⁶ reliant l'Asie centrale, la Russie et l'Europe. Tout le gaz provenant de l'Ouzbékistan, du Turkménistan ou du Kazakhstan et destiné au marché européen doit transiter par des gazoducs

appartenant à Gazprom, dont le poids géopolitique est donc énorme. Le groupe est en pleine expansion, c'est une espèce de pieuvre en train de pousser ses tentacules dans toutes les directions. Il a des filiales⁷ domiciliées dans la majorité des pays européens où elles cherchent à augmenter les parts de marché de Gazprom. A qui la construction des deux nouveaux et importants gazoducs (Nord Stream et Sud Stream) ouvrira encore davantage les portes d'un marché européen de plus en plus libéralisé et énergétivore.

Dans cette course à l'ouest, Gazprom semble avoir choisi la Suisse comme site-refuge pour y établir des sociétés tournant dans sa galaxie. A Zoug, on retrouve Nord Stream AG⁸ et South Stream AG⁹, les consortiums chargés de la construction des deux gazoducs précités, qui relient l'Europe occidentale, la Russie et l'Asie centrale en contournant l'Ukraine. Le riche canton de la Suisse centrale abrite aussi d'autres sociétés qui, directement ou indirectement, appartiennent au géant russe. La législation zougnoise, qui garantit avantages fiscaux et discrétion, a de quoi attirer les sociétés de trading gazier, tout comme d'autres compagnies de négoce opérant sur les marchés des matières premières et autres produits de base. Les unes ni les autres ne craignent les sombres affaires menées avec l'aide d'opakes

intermédiaires.

L'exemple ouzbèke

En 2011, Le Temps¹⁰ révélait, à l'aide de câbles de Wikileaks, les réseaux suisses du commerce de gaz provenant de l'Ouzbékistan. Gulnara Karimova¹¹, résidant à Cologny et fille du président de l'Ouzbékistan, tirait les fils de la Zeromax GmbH de Zoug (aujourd'hui liquidée), la plus grande exportatrice¹² ouzbèke de matières premières. Elle siphonnait 80% des exportations de gaz naturel d'un pays gangrené par la corruption¹³. L'accord d'importation de gaz faisait transiter le combustible par une autre société zougnoise, la ZMB Schweiz. Celle-ci est était une filiale de Gazprom Schweiz¹⁴, société spécialisée dans l'achat de gaz en Asie centrale. Gazprom Schweiz est à son tour filiale de Gazprom Germania¹⁵. Cette dernière gère d'autres entreprises suisses aux organigrammes¹⁶ pour le moins créatifs, comme par exemple la Gas Project Development Central Asia AG¹⁷ domiciliée à Baar ou la Wintershall Erdgas Handelshaus¹⁸ Zug AG.

RosUkrEnergo: un obscur intermédiaire suisse

La crise gazière¹⁹ russo-ukrainienne de l'hiver 2005/2006 a révélé l'existence d'une mystérieuse société de droit suisse. Les

accords qui mettaient fin à cette crise confiaient à la RosUkrEnergo AG (RUE) de Zoug le monopole des exportations gazières à destination de l'Ukraine. La RUE est un *joint-venture* russo-ukrainienne. Gazprom contrôlait la moitié du capital, l'autre était aux mains d'hommes d'affaires ukrainiens dont le plus important avait pour nom Dimitri Firtash²⁰. Ce dernier détenait le 45% de la RUE. L'existence même d'un tel intermédiaire et d'une société à la structure opaque nourrissait les soupçons de corruption et de liens avec des pouvoirs criminels. En 2010, des câbles²¹ de Wikileaks ont alimenté ces doutes, en reliant la RUE à Semion Mogilevitch²², présumé parrain de la mafia. Parmi les *top wanted* du FBI, Mogilevitch passait pour être impliqué dans ETG²³, une société hongroise fondée par Firtash et donnée pour la «mère» de la RUE.

Cette dernière n'était en effet que la dernière d'une longue lignée de mystérieuses sociétés apparues et disparues à partir du milieu des années nonante. Ces sociétés jouaient les intermédiaires qui achetaient à bas prix le gaz turkmène pour le faire transiter par les gazoducs de Gazprom en Russie et le revendre ensuite en Ukraine, à des prix plus élevés. Des sociétés de pur négoce, dont le fonctionnement avait une mission commune: la dissimulation systématique

de l'identité de leurs actionnaires et du montant de leurs énormes bénéfices. Selon Le Temps²⁴, entre 2005 et 2007, la RUE a dégagé un bénéfice oscillant entre 755 et 795 millions de dollars et versé à la Suisse la somme de 228 millions de francs.

L'existence de tels intermédiaires ne semble répondre à aucune nécessité économique rationnelle. Elles n'ont d'autre but que de permettre l'accumulation d'énormes fortunes par les personnalités impliquées, des oligarques russes et ukrainiens ainsi que les obscurs gouvernants des pays d'Asie centrale. Et subsidiairement le fisc suisse, bien sûr.

RosGas: le mystère continue

En 2009, la RUE a été exclue du nouvel accord négocié par les premiers ministres Poutine et Timochenko. De fait, la RUE²⁵ semble aujourd'hui en sommeil. Pourtant, en 2009, au même temps que la RUE se dégonflait, un autre obscur intermédiaire suisse voyait le jour. Un intermédiaire dont on ne connaît presque rien mais derrière lequel se cache probablement une tentacule du poulpe Gazprom. Pour mieux comprendre il faut retourner en Hongrie, au printemps 2009. A l'époque Emfesz était la plus grande société gazière hongroise. Fondée en 2004 par Dimitri Firtash, elle été approvisionnée par la RUE.

En avril 2009, Emfesz annonça d'abord l'intention de rompre son contrat avec la RUE au profit d'un nouveau et mystérieux fournisseur suisse: la RosGas AG²⁶, enregistrée à Zoug comme il se doit. Peu de jours après cette première apparition, Emfesz annonça son rachat complet par cette firme suisse. Méconnue jusqu'en avril 2009, RosGas vient tout à coup d'accaparer 20% du marché hongrois. Qui se cache donc derrière cette mystérieuse société enregistrée en Suisse qui a pris la place de la RUE?

Un article²⁷ de la Jamestown Foundation explique que le capital de RosGas aurait la même structure que celui de la RUE: 50% pour Gazprom et 45% pour Firtash, plus d'autres actionnaires membres du *management* d'Emfesz. La réalité²⁸ reste pourtant obscure. Tandis qu'Emfesz affirme que RosGas est une société de la galaxie Gazprom, le porte-parole du géant gazier nie formellement l'implication de son groupe. De son côté Firtash affirme²⁹ que Emfesz lui appartient à lui et non pas à RosGas. On soupçonne que RosGas n'est qu'un nouvel élément de la longue lignée de sociétés intermédiaires créées par Firtash et Gazprom. Toutefois, il se peut que RosGas recouvre une tentative de Gazprom, qui chercherait à couper les livraisons de gaz à la Emfesz de Firtash, dans le but de prendre le contrôle du

marché domestique hongrois.

L'opacité de ce système ne permet pas d'y voir plus clair. De toute façon, si RosGas

fournit de grandes quantités de gaz à Emfesz, ce gaz doit passer par Gazprom, propriétaire des gazoducs reliant l'Asie centrale et la Russie à l'Europe. Dans ce

dossier, la seule chose claire reste le fait que la Suisse demeure le pays le plus accueillant pour les sociétés aux tenants et aboutissants obscurs, voire parasitaires.

Réussite scolaire en 66 langues

Ursula Nordmann • 9 février 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19720>

La leçon enthousiasmante de l'autonomie pédagogique d'une école anglaise

A Uxbrige, dans l'ouest de Londres, il y a une école publique³⁰ mixte fréquentée par quelque 1200 élèves (11-18 ans) dont beaucoup sont requérants d'asile – l'aéroport de Heathrow est tout proche. Ils parlent pas moins de 66 langues et bon nombre d'entre eux ont à peine quelques notions d'anglais à leur arrivée. Une situation qui ne promet guère de réussites scolaires.

De fait, il y a encore sept ans, 17% des élèves seulement obtenaient des résultats suffisants après cinq ans d'école secondaire, alors que l'objectif fixé est d'au moins 35% de réussites à cet examen final. Mais la réalité a bien changé depuis lors: 59% des élèves d'*Uxbridge High School* ont subi avec succès cette épreuve, soit un taux bien supérieur à la moyenne nationale. Comment est-ce possible?

Selon le proviseur Peter

Lang, qui travaille depuis dix ans sur place, le secret de ce succès tient d'abord au respect manifesté envers l'héritage culturel de chacun des élèves. Ainsi, pour la Saint-Georges, le chef de cuisine prépare un *roastbeef*. L'école célèbre aussi le Nouvel An chinois, la fin du Ramadan, la fête hindouiste du Diwali, le Thanksgiving Day et Hanoukka, la fête des lumières de la communauté juive. S'y ajoute une semaine internationale où les mets et les danses permettent d'évoquer d'autres cultures, notamment africaines et caraïbes. Toutes ces occasions festives ont pour but – et manifestement pour effet – de prévenir la marginalisation ou carrément l'exclusion, voire l'oubli de ses racines.

Mais si toutes ces célébrations contribuent certainement à instaurer un climat favorable à l'intégration, elles doivent s'accompagner de toute une série d'autres mesures, certes moins joyeuses mais dont la combinaison peut s'avérer efficace. Elles sont rendues

possibles par la grande autonomie dont dispose l'établissement.

Ainsi, *Uxbridge High* fait de son mieux pour permettre à chaque élève de comptabiliser au moins une réussite par jour. Elle a mis au point une procédure sévère contre le harcèlement (*bullying*³¹) qui inclut les parents des élèves concernés. De manière générale, elle cultive³² le respect de la personne, de ses droits et son sens de la responsabilité, toutes valeurs mises en évidence lors des assemblées³³ hebdomadaires des élèves regroupés par année scolaire.

Par ailleurs, comme il convient dans le monde anglo-saxon, l'école organise une foule de compétitions sportives et divers concours de musique. Efforts analogues côté communication: à l'intention des élèves, elle publie au moins une fois par an le *UHS Express*³⁴, magazine illustré relatant la vie de l'établissement tandis que le proviseur adresse

une *Newsletter*³⁵ semestrielle aux parents.

Enfin, pour stimuler l'envie de faire des études supérieures, les maisons dans lesquelles sont regroupés les élèves, à la manière des écoles privées, portent des noms d'universités prestigieuses, telles Cambridge, Harvard ou

Brunel. Les occupants de ces maisons se réunissent deux fois par semaine pour approfondir les valeurs fondamentales et morales de l'école et ainsi soutenir le travail et le développement des élèves, ce qui stimule l'esprit de corps. Le port de l'uniforme scolaire y compris la cravate rayée or et marine,

aurait-il une incidence positive sur la réussite scolaire par le biais justement du sentiment d'appartenance au groupe?

Et si des enseignants motivés du continent, en particulier de notre îlot suisse, passaient la Manche pour faire un stage à *Uxbridge High*³⁶ ?

Ce journal et le site sont publiés par la SA des éditions Domaine Public

P.A. Alex Dépraz - Chemin de Chandieu 10 - CH 1006 Lausanne - CP 10-15527-9 Lausanne

Liens

1. <http://www.domainepublic.ch/pages/1943#>
2. http://www.efk.admin.ch/index.php?option=com_content&view=article&id=186&Itemid=187&lang=fr
3. <http://www.hec.unil.ch/jlambelet/groupe6.pdf>
4. <http://www.gazprom.com/>
5. http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20093131
6. http://en.wikipedia.org/wiki/Central_Asia_%E2%80%93_Center_gas_pipeline_system
7. http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_Gazprom_subsidiaries
8. <http://www.nord-stream.com/about-us/>
9. <http://south-stream.info/?L=1>
10. <http://www.letemps.ch/cables?id=10TASHKENT27>
11. <http://www.guardian.co.uk/world/us-embassy-cables-documents/40515>
12. http://www.osec.ch/sites/default/files/WB_1105_D_Wirtschaftsbericht-Usbekistan.pdf
13. http://www.transparence-france.org/e_upload/pdf/global_corruption_report_climate_change_french.pdf
14. <http://www.gazprom-schweiz.ch/en.html>
15. <http://www.gazprom-germania.de/>
16. <http://www.gazprom-germania.de/unternehmen/unternehmenstruktur.html>
17. <http://www.centrex.at/en/organismedetail2.asp?d=4>
18. <http://www.wiee.ch/home.html>
19. http://fr.wikipedia.org/wiki/Conflits_gaziers_russo-ukrainiens
20. <http://www.groupdf.com/management.asp>
21. <http://www.guardian.co.uk/world/2010/dec/01/wikileaks-cables-russian-mafia-gas>
22. http://en.wikipedia.org/wiki/Semion_Mogilevich
23. http://www.kyivpost.com/news/business/bus_general/detail/21173/
24. <http://www.interet-general.info/spip.php?article11927>
25. <http://www.rosukrenergo.ch/eng.html>
26. http://www.moneyhouse.ch/u/rosgas_ag_CH-020.3.033.240-8.htm

27. [http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%20\[swords=8fd5893941d69d0be3f378576261ae3e&tx_ttnews\[any_of_the_words\]=Rosgas&tx_ttnews\[tt_news\]=35203&tx_ttnews\[backPid\]=7&cHash=29d0014508cb9bee64cc638278e03f0f](http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%20[swords=8fd5893941d69d0be3f378576261ae3e&tx_ttnews[any_of_the_words]=Rosgas&tx_ttnews[tt_news]=35203&tx_ttnews[backPid]=7&cHash=29d0014508cb9bee64cc638278e03f0f)
28. <http://www.cablegatesearch.net/cable.php?id=09BUDAPEST356>
29. <http://www.groupdf.com/News.asp>
30. <http://www.independent.co.uk/news/education/asylumseekers-soar-at-school-in-shadow-of-heathrow-airport-6295373.html>
31. http://www.uhs.org.uk/wp-content/uploads/2010/11/Action_against_Bullying_Policy.pdf
32. <http://www.uhs.org.uk/school-information/values/>
33. http://www.uhs.org.uk/wp-content/uploads/2010/11/Assemblies_Policy1.pdf
34. <http://www.uhs.org.uk/for-students/school-magazine/>
35. <http://www.uhs.org.uk/for-parents/newsletter/>
36. <http://www.usg.org.uk/>
37. <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2003:157:0038:0048:FR:PDF>
38. http://www.swissinfo.ch/fre/politique_suisse/Nouveau_bras_de_fer_fiscal_en_vue_entre_la_Suisse_et_l_UE.html?cid=32052496
39. <http://www.domainepublic.ch/articles/13902>
40. <http://www.efd.admin.ch/dokumentation/zahlen/00578/01182/index.html?lang=fr&download=M3wBUQCu/8ulmKDu36WenojQ1NTTjaXZnqWfVp7Yhmfhnapmmc7Zi6rZnqCkkIN1fXmEbKbXrZ2IhtTN34al3p6>